ISSN 0024-7650

M 6189 - 1152 / 8,00 F

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - N° 1 152 - 13 juillet 1990 - prix : 8 F

Sommet des sept au Texas

LE FAR WEST A LA CONQUÊTE DE L'EST ?

Le cinquantenaire du 10 juillet 1940

Il y a trois semaines, politiciens et journalistes bourgeois de tous bords donnaient fanfare et trompettes pour célébrer le cinquantenaire de l'Appel du 18 juin 1940. De Gaulle par-ci, De Gaulle par-là, tout le monde revendiquait l'héritage du vieux général réactionnaire !

Un autre cinquantenaire, celui de ce 10 juillet 1940 où l'Assemblée nationale (Chambre des députés et Sénat réunis) a voté à une écrasante majorité les pleins pouvoirs à un autre chef de l'armée, le maréchal Pétain, inspire moins les mêmes milieux politiques. Les quelques rares articles sur la question adoptent un profil bas et évoquent un "vote tragique", un "psychodrame", un "climat d'une tristesse infinie"...

Et pourtant, même si la situation d'aujourd'hui est bien différente de celle d'il y a cinquante ans, l'anniversaire de la lâcheté de tous les politiciens, de droite comme de gauche, se prétendant démocrates, face à l'extrême droite fascisante, a bien des aspects d'actualité. Leurs héritiers d'aujourd'hui prétendent être des remparts au progrès d'un Le Pen et des idées réactionnaires qu'il prône... Au point que pour ne pas laisser le champ libre à Le Pen et ne pas se faire voler leurs voix par lui, on voit les politiciens de droite s'aligner sur la politique de Le Pen, et ceux de gauche s'aligner sur la politique de la droite. Curieuse façon de combattre les idées réactionnaires que de s'y adapter !

Il y a 50 ans, le 10 juillet 1940, la bourgeoisie française venait de subir la "débâcle" militaire devant l'invasion allemande. On avait dit, dans les années précédentes, aux travailleurs victimes de la crise économique des années trente qu'il ne fallait pas revendiquer, qu'il fallait accepter les sacrifices. Le gouvernement socialiste avait à peine réussi à endiguer les grèves de juin 1936 qu'il prônait l'arrêt de toutes les mesures sociales, puis l'effort, au nom des nécessités de la défense, pour se protéger de l'Allemagne nazie. Mais tout compte fait, en juillet 1940, le gros de la bourgeoisie française, qui se remettait de la peur que lui avait donnée la montée ouvrière de 1935-36, acceptait avec soulagement l'armistice et la collaboration avec l'Allemagne nazie proposées par Pétain.

Les pleins pouvoirs accordés à Pétain sanctionnaient le début du régime de Vichy, d'un système politique fascisant, réactionnaire, raciste, qui avait pour devise "Travail, Famille, Patrie"... On pouvait très bien imaginer à l'époque qu'un tel régime allait aggraver la répression anti-ouvrière et anticommuniste, et inaugurer la chasse aux Juifs et la collaboration de la police française avec Hitler pour les envoyer en camps de concentration. Mais par conviction politique réactionnaire ou par déglonflade ou trouille, les "élus" donnèrent leur quitus.

Les députés et sénateurs de droite votèrent pour Pétain des deux mains. Rien d'étonnant ! Droite et extrême droite ne sont séparées que par bien peu... Aujourd'hui comme hier d'ailleurs : il n'y a qu'à voir les yeux de Chimène que certains RPR ou UDF ont pour Le Pen quand leurs postes et leurs places sont en question.

Mais en juillet 1940, le gros des députés prétendus de gauche a aussi voté pour Pétain ! En particulier une bonne majorité des députés qui s'étaient fait élire, en 1936, sous l'étiquette du Front Populaire.

Presque tous les radicaux, dont les leaders (sauf Herriot... qui s'abstint !) votèrent pour Pétain. Les Socialistes dits indépendants, les plus à droite, votèrent pour Pétain. Quatre-vingt-dix parlementaires du Parti Socialiste, la SFIO, votèrent aussi pour Pétain, et seulement trente-six contre (sur 168... parce qu'il y avait des absents qui avaient fui sans qu'on puisse vraiment affirmer que ce soit par désaccord politique) ! Et il y eut même des députés élus communistes en 1936 qui votèrent pour Pétain en 1940 : ceux qui avaient renié leur parti quelques mois plus tôt, après le pacte entre Hitler et Staline, quand la bourgeoisie française, elle qui allait passer un pacte avec Hitler en juillet 1940, prit prétexte du pacte germano-soviétique pour interdire le Parti Communiste et la CGT, pour chasser leurs militants et faire voter la déchéance ou mettre en prison les parlementaires qui lui restaient fidèles. Bref, l'écrasante majorité de la gauche parlementaire, avec la droite, sanctionnait l'installation d'un régime des plus réactionnaires si ce n'est fasciste que la France ait connu.

Aujourd'hui, les circonstances ne sont pas comparables, et les politiciens de droite ou socialistes sont les petits-enfants de ceux d'avant-hier. Mais ce sont leurs semblables. Et ils représentent un barrage contre un Le Pen, contre la montée de la réaction anti-ouvrière et raciste, comme leurs ancêtres de la SFIO étaient un barrage contre Pétain !

Alors on peut encore ironiser sur les socialistes : les Bérégovoy aux petits soins pour les industriels et les banquiers, les Chevènement au garde-à-vous devant les militaires, et tous les députés, maires ou conseillers municipaux tentés par la démagogie anti-immigrée pour conserver des postes et autres sinécures...

MARÉCHAL, LES REVOILÀ

Demain, inévitablement, si la situation économique et sociale s'aggrave et que la bourgeoisie a besoin de caudillos et autres führer contre la classe ouvrière, le gros des "élus" socialistes s'inclinera... comme dans le passé devant Hitler et Pétain, comme ils se sont inclinés plus récemment pendant la guerre d'Algérie devant les ultras d'Alger et les paras de Massu...

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

D'UN GAUDIN À L'AUTRE, COMME LARRONS EN FOIRE

Le vice-président de l'assemblée régionale de Provence-Alpes Côte d'Azur ayant cassé sa pipe, il a donc fallu procéder à l'élection d'un remplaçant. Ce qui fut fait sans réelle surprise, puisqu'à la place de Gabriel Domenech, ce fut André Gestin qui fut élu. Mais voilà, ces deux politiciens sont du Front National. Comme c'est avec les félicitations de Jean-Claude Gaudin, conseiller marseillais de l'UDF, l'un des représentants de la droite traditionnelle, et lui-même président de la région, que le nouveau promu a été intronisé, des voix se sont élevées dans la droite elle-même, notamment celle de Méhaignerie.

Effectivement, quelques jours après la signature du pacte entre le RPR et l'UDF, où ces deux partis déclaraient se fondre dans une Union du Peuple de France (UPF), et juraient de ne pas accepter d'alliance avec l'extrême droite, ce rappel de la collaboration de l'un des siens avec les amis de Le Pen ne faisait pas bien dans le tableau. Surtout que Gaudin n'est pas le seul. Il y a par exemple aussi Jacques Blanc, du même parti UDF, qui se trouve dans la même situation pour la région Languedoc-Roussillon. Et il se trouve à chaque élection à une assemblée locale, voire à la représentation nationale, bien d'autres exemples de collaboration entre la droite traditionnelle et l'extrême droite. Celles-ci sont opposées entre elles... sauf quand elles ne le sont pas. Et si en prévision des futures élections présidentielles, une "stratégie" et une "tactique" sont énoncées, c'est une chose, mais la lutte pour tous les autres sièges offerts aux politiciens professionnels dans le cadre du fonctionnement institutionnel en est une autre.

"Mon âme pour un fauteuil", ce n'est jamais que la énième édition d'un même vaudeville, car la seule chose que ces politiciens de la bourgeoisie savent faire d'instinct, c'est de s'asseoir sur leurs principes.

Un comportement qui n'est pas le privilège de la seule droite. D'ailleurs, la collaboration occasionnelle de la droite avec l'extrême droite n'empêche pas la gauche – à l'occasion elle aussi – d'appeler à voter pour la droite contre le Front National comme le Parti Socialiste et le Parti Communiste l'ont fait il y a quelques mois aux élections législatives partielles de Dreux. Ainsi, du PCF au Front National, tous ces partis, d'un bout à l'autre, se tiennent l'un à l'autre ou les uns aux autres, dans le but unique d'occuper le plus de places possible.

Pas étonnant alors qu'ils finissent par inspirer un même dégoût à toute une fraction de l'électorat. Peut-on dire vraiment qu'ils ne l'ont pas mérité ?

L.G.

Sommet des sept Grands au Texas

LE FAR WEST À LA CONQUÊTE DE L'EST ?

Pourvus de bottes en peau d'autruche, offertes par Bush, les représentants des sept pays les plus riches du monde, réunis cette année au Texas, ont longuement débattu de la meilleure façon de prendre pied à l'Est. Tout ça pour en conclure, avec une touchante unanimité, que chacun fera ce qu'il veut (et ce qu'il peut).

La concurrence est ouverte.

Bien sûr, ils se sont tous mis d'accord pour promettre à l'URSS une aide, tout au moins l'aide de leurs bons conseils. Pour l'aide financière c'est une autre affaire. Les Sept sont prêts à envoyer à l'URSS, des techniciens, pour apprendre aux Soviétiques le fonctionnement de l'économie de marché. Elle fonctionne si bien ici, en Occident, leur économie de marché, – fonctionnant d'ailleurs bien souvent grâce à l'intervention et à l'aide des Etats – avec d'un côté ses masses énormes et fluctuantes de profits surtout financiers, de l'autre son cortège de chômeurs, sa baisse du pouvoir d'achat, la ruine du Brésil, de l'Argentine et de bien d'autres, qu'on comprend que les dirigeants du monde impérialiste se sentent l'âme de donner des conseils !

Mais les sept Grands n'étaient déjà plus aussi unanimes pour savoir à quels experts confier la tâche d'aller faire l'état économique des lieux en URSS avant d'y risquer leurs capitaux : les USA veulent envoyer leurs huissiers-inquisiteurs, les experts du FMI et de la banque mondiale, comme ils les font envoyer dans le Tiers-Monde avant de prêter. Façon de traiter l'URSS d'aussi haut que les autres "pauvres" ! Mitterrand, lui, propose d'envoyer des fonctionnaires de la toute nouvelle BERD, la banque européenne de son ami Attali, créée pour financer les opérations à l'Est des hommes d'affaires de la Communauté européenne. Chacun commence à placer ses pions.

En ce qui concerne l'aide financière qu'ils sont ou pas disposés à accorder à l'URSS, plus précisément aux prêts que les uns ou les autres pourraient consentir à l'URSS pour permettre à leurs capitalistes respectifs de s'y ouvrir de nouveaux marchés, les déclarations solennelles sur la nécessité de promouvoir la liberté ou la démocratie ne sont que des phrases qui masquent les intérêts véritables.

L'Allemagne, qui a déjà en Europe de l'Est plus d'intérêts qu'aucun autre grand Etat industriel – l'Europe de l'Est, si ce n'est l'URSS, est depuis longtemps déjà son "hinterland" exploitable – n'a attendu le feu vert de personne pour ouvrir à l'URSS un premier prêt de l'équivalent de 17 milliards de francs destiné à financer les commandes soviétiques en RFA. Et Mitterrand lui emboîte le pas (sans bourse délier il est vrai), les industriels français rêvant de recueillir quelques miettes des marchés qui commencent à s'ouvrir à l'industrie allemande et pourraient du coup s'élargir à l'industrie européenne.

Le Japon, lui, lorgne surtout du côté de la Chine, vieille zone toujours convoitée par l'impérialisme nippon, à laquelle il a rouvert depuis déjà six mois ses crédits malgré les sanctions économiques annoncées pour le principe par les mêmes sept Grands, après la répression sur la place Tiananmen.

Quant aux Etats-Unis et en particulier à Bush à qui Gorbatchev s'est personnellement adressé pour demander des prêts, il en profite pour accroître ses exigences. C'est de bonne guerre politique ou politicienne ! Bush demande à Gorbatchev qu'il accélère l'instauration d'un marché libre et de la liberté des prix. Car on n'investit pas si on n'est pas sûr des profits.

Bush insiste aussi pour que l'URSS fasse aux USA le cadeau politique de laisser tomber complètement le régime castriste. La chute de Castro serait en effet "la" revanche politique du monde impérialiste nord-américain – on a les triomphes qu'on peut ! – contre ce tout petit pays et ses "barbudos" qui, malgré leur vieillissement, ont continué à leur façon à narguer les USA pendant trente ans.

Alors, à chacun des sept Grands sa part du monde, sa zone d'influence privilégiée en quelque sorte, dans les limites tout au moins de ce que le premier d'entre eux et toujours super-gendarme, les Etats-Unis, choisit de leur laisser.

En dehors de ces marchés du "Far Est" suffisamment incertains pour l'instant pour que les Sept, ou tout au moins les trois plus grands, USA, Japon et Allemagne ne s'en disputent pas encore vraiment la conquête, restait au programme de leur sommet la discussion de leur propre marché à eux, et de la guerre que s'y livrent entre autres les producteurs de blé du Middle West et leurs concurrents européens. L'agriculture des pays riches est trop riche pour une planète peuplée de tant de pauvres, elle produit trop de nourriture en regard du maigre pouvoir d'achat de tous les affamés. Ce "miracle" du capitalisme rend la concurrence des plus âpres ! Du coup, plus question même de faire mine de se mettre d'accord.

Et chacun est reparti comme il était venu, avec ses bottes et sa politique de l'autruche.

Olivier BELIN

EXPLOITATION SAUVAGE

Houston, au Texas, n'est pas seulement le pays du folklore, des cow-boys et du rodéo. Jeudi 5 juillet dans une usine pétrochimique des environs de cette ville, à Channelview à 40 km de Houston, une explosion suivie d'un incendie dans l'usine a fait parmi les ouvriers 17 morts et 5 blessés. Les pompiers ont mis plus de quatre heures pour maîtriser l'incendie, et les corps des 17 victimes étaient ensevelis sous des tonnes de débris.

C'est la troisième explosion en neuf mois dans une usine chimique de la région de Houston. Les deux accidents précédents avaient fait 23 morts et 132 blessés.

Georges Bush est allé s'essayer au lasso pour amuser ses illustres invités de la conférence des sept Grands, et leur a fait admirer le courage des dompteurs de chevaux. Mais il s'est bien gardé de les inviter à visiter les nouvelles activités économiques de la région, où l'exploitation moderne est plus sauvage que les chevaux des rodéos traditionnels.

Sommet de l'OTAN

DRÔLE DE PAIX

La semaine dernière, les grandes puissances capitalistes réunies au sommet de l'OTAN (l'Alliance militaire atlantique créée par les Etats-Unis contre l'URSS en 1949) ont expliqué que la rivalité militaire Est-Ouest n'est plus ce qu'elle était. L'heure serait à la réduction des budgets militaires mondiaux, et le monde pourrait espérer une économie de paix. Comme preuve de leur bonne foi, les représentants occidentaux ont même invité Gorbatchev à venir s'exprimer à Bruxelles devant les responsables de l'OTAN, ce qu'il a d'ailleurs gentiment accepté.

Tant qu'à faire, tout cela aurait été encore plus convaincant s'ils avaient carrément dissous l'OTAN et annoncé la reconversion en industrie civile et en aide au Tiers Monde tout le lobby militaro-industriel du monde occidental. Mais évidemment, il ne faut pas rêver !

Ce n'est pas parce que les puissants du monde occidental parlent de paix et de réduction des armements qu'ils nous préparent réellement un monde désarmé.

Il suffit de voir en France, ce que le gouvernement entend par réductions des dépenses militaires : le ministre des Finances, Bérégovoy, a parlé d'une réduction souhaitable de 6 milliards de francs du budget militaire. 6 milliards... sur 230 milliards (même pas 3 %) ! De quoi laisser de beaux jours aux gens des familles Dassault et Matra. Et ces économies ne sont même pas acquises, vu les protestations du ministre des Armées, Chevènement, fidèle représentant des généraux et des marchands de canons.

Dans un pays comme la France, le budget militaire est aussi important (et même un peu plus) que celui de l'éducation, et six fois plus important que celui de la santé. Et à quoi a-t-il servi ? A mener de sales guerres coloniales perdues d'avance en Indochine et en Algérie, puis à transformer l'armée française en une vitrine commerciale internationale au service des marchands d'armement français, grâce auxquels, entre autres, un million d'hommes et d'adolescents se sont fait tuer sur le front de la guerre irako-iranienne, sans parler de toutes les autres.

La dernière guerre mondiale a porté la course aux armements à des niveaux inconnus auparavant, même lors de la première. Mais depuis que la "paix" est revenue, en 1945, les budgets militaires des vainqueurs n'ont jamais diminué. Cela fait près d'un demi-siècle que l'économie capitaliste a eu besoin, pour survivre, du gouffre sans fin des commandes militaires des grands Etats, payées par les contribuables. Car l'économie dite de marché, dont on vante aujourd'hui les mérites, ne peut plus se passer du militarisme étatique, de cette économie de guerre en regard de laquelle le trafic mondial de l'héroïne et de la cocaïne n'est qu'une plaisanterie.

C'est cela l'économie capitaliste : une économie mondiale dont la technologie miraculeuse est incapable de nourrir correctement les 3/4 de la planète, mais envoie généreusement s'entretuer des ventres affamés à coups de missiles électroniques. Une économie dont les rois savent mieux moderniser la mort en masse que la vie des peuples.

Aujourd'hui, ce ne sont pas tant les budgets d'armement qui se dégonflent que le mythe du danger venu de l'Est, qui servait jusqu'à présent à masquer les rivalités entre les Etats capitalistes eux-mêmes.

Les marchands de canons occidentaux ne vont pas se transformer en blanches colombes. Tant que la loi du profit, c'est-à-dire la loi de la jungle, règnera dans l'économie, nous ne sommes pas sortis du rackett militaire et meurtrier de l'humanité.

Il faudra bien que les pauvres et les exploités, méprisant toutes ces frontières qui les isolent les uns des autres, déclenchent et gagnent la seule guerre juste qui soit, la guerre sociale contre les exploiteurs, pour que le monde connaisse enfin une véritable économie de paix qui assure l'avenir de la civilisation.

Nicaragua

GRÈVE À MANAGUA

Depuis le 2 juillet, les travailleurs de Managua, fonctionnaires mais aussi ouvriers de l'industrie, sont en grève et la capitale du Nicaragua est bloquée. L'aéroport et les frontières avec le Honduras et le Costa-Rica sont fermés et, dans la capitale et les avenues qui y conduisent, les affrontements continuent.

Ce n'est pas la première grève lancée par les syndicats sandinistes depuis la venue au pouvoir de Violetta Chamorro, loin de là, mais c'est la plus importante, la plus dure aussi, semble-t-il. On compte déjà quatre morts et des dizaines de blessés. Il faut dire que l'aggravation de l'inflation et de la situation économique jointe aux menaces de licenciements dans la fonction publique sont telles qu'elles ne laissent d'autre choix aux travailleurs que d'entrer en lutte. La centrale sandiniste, le Front National des Travailleurs, qui durant les années de pouvoir sandiniste avait l'inconfortable tâche de se donner l'air de défendre les intérêts immédiats des travailleurs sans pour autant gêner l'effort du gouvernement Ortega, dans un pays ravagé par l'inflation, la guerre et la crise économique, a désormais les mains libres pour prendre la tête des luttes des travailleurs et affronter la politique du gouvernement.

Les travailleurs de Managua demandent donc la garantie de l'emploi et un salaire minimum de 200 dollars par mois. Face au gouvernement de Chamorro qui a déclaré la grève *«illégale, inexistante et illicite»*, les affrontements entre les grévistes d'une part et la police et les partisans de Chamorro de l'autre, se sont faits de plus en plus durs. A côté des machettes et des bâtons, on voit aussi des fusils, et certaines rues sont coupées de barricades, tandis que les grévistes occupent des bâtiments administratifs. La grève et les affrontements s'étendent malgré les efforts des «officiels» sandinistes pour calmer le jeu.

C'est ainsi que dès que Chamorro fit une ouverture, le dirigeant du FNT, Lucio Jimenez, accepta le dialogue. Mais il ne trouva pas l'appui des 300 représentants syndicaux réunis en urgence pour prendre connaissance des propositions gouvernementales. Il faut dire que le gouvernement s'engageait à négocier... quand la grève serait terminée. Jimenez en conclut dans *Barricada*, le journal sandiniste, que *«le gouvernement doit infléchir sa position et reconnaître que la grève existe»*, mais il a déclaré aussi que *«nous n'allons pas nous affronter à la police, mais au gouvernement et à sa politique»*. C'est que la police nationale est étroitement liée au mouvement sandiniste qui l'a en quelque sorte créée de toute pièce, comme l'armée.

Face à cette situation, Chamorro a appelé l'armée à intervenir pour rétablir l'ordre. Mais l'armée étant elle aussi une création sandiniste, dirigée, encore à l'heure actuelle, par Humberto Ortega, le frère de l'ancien président, cet appel est resté jusqu'ici sans effet réel. L'épreuve de force engagée entre la centrale sandiniste et le gouvernement fait sans doute partie d'une stratégie politique destinée à faire pression sur Chamorro et à mettre Daniel Ortega en position de contre-pouvoir et de négociateur. D'ailleurs si Ortega a blâmé le gouvernement pour sa violence dans les rues, il a aussi appelé les grévistes à négocier.

De son côté, tout en faisant preuve de fermeté verbale, Violetta Chamorro est bien obligée de tenir compte du poids et de la force des sandinistes, et il n'est pas de son intérêt de pousser aux affrontements, mais elle aussi peut être poussée à aller plus loin. Certains anciens «contras», armés, auraient fait leur apparition à Managua à côté des partisans du gouvernement, dans les bagarres entre civils, qui se multiplient.

Reste à savoir si les travailleurs de Managua, poussés à bout par la nécessité économique et la colère, se contenteront d'être les éléments de ce jeu politique, ou s'ils iront plus loin pour défendre leurs intérêts.

Colette BERNARD

Une manifestation syndicale en novembre 1987.

Immobilier

LES PROMOTEURS TROUVENT QUE LE "PAPY-BOUM" N'EST PAS ENCORE ASSEZ JUTEUX

Après avoir beaucoup espéré que le «papy-boom» leur amènerait une belle moisson de profits, les promoteurs et autres «zinzins» de l'immobilier sont à l'heure de la déception. C'est du moins ce qui ressort d'un article paru dans le quotidien *Le Monde* de la semaine passée. Ceux-ci auraient bien du mal à placer leurs résidences «haut-de-gamme» pour le troisième et quatrième âge.

Sans toujours offrir un service médical incorporé, ces résidences proposent une palette de prestations para-hôtelières et des garanties de sécurité qui font grimper assez vite l'importance de la facture, qu'on ait choisi la formule de la propriété ou de la location. Il peut facilement en coûter 9 000 ou 10 000 F par mois, repas non compris.

Autant dire que cela ne peut s'adresser qu'à un public de personnes âgées dont les revenus sont conséquents, comme cette veuve d'officier supérieur dont *Le Monde* nous avait conté à la «une», lors de la mise en œuvre de la loi Méhaignerie, les petites misères : avec les 20 000 F de retraite de son époux, la malheureuse ne pouvait suivre la hausse des loyers de sa résidence à Saint-Cloud.

Mais quand bien même cette veuve pourrait débourser la somme exigée dans ces résidences, ce n'est pas si simple. En général, les personnes âgées du troisième âge, fortunées ou pas, ne sont pas trop pressées d'aller se retirer dans une résidence qui les séparera de toutes les autres classes d'âge de la population. Quant à celles du quatrième âge, même si les commerciaux de la promotion immobilière parviennent à les convaincre, les prestations même simplement para-médicales font tout de suite monter les coûts de ces résidences et la rentabilité pique du nez. Bien des promoteurs commencent à parier désormais sur les résidences pour étudiants de bonne famille et en bonne santé, d'un rapport plus sûr.

Dans tous ces projets destinés à garnir encore un peu plus les matelas des investisseurs immobiliers, il n'y a malheureusement pas grand-chose de prévu pour les vieux travailleurs aux revenus modestes. Certains seraient pourtant ravis de pouvoir bénéficier du confort et de la qualité de vie que peuvent offrir certaines de ces résidences, comme les Hespérides, ou les Jardins d'Arcadie, qui ont bonne réputation et marchent très bien. Malheureusement, le montant de leur retraite ne leur permettra jamais de pouvoir y accéder. Car, n'en déplaise à Michel Rocard qui n'aime pas le «misérabilisme» en matière de salaires ou de retraites, dans un monde où seuls comptent les «produits financiers» ou les «produits immobiliers», tout ce que cette société propose finalement aux travailleurs et travailleuses au soir de leur vie, c'est de savoir se faire oublier. *«On ne devrait pas vieillir quand on est ouvrier»,* chantait au début de ce siècle le chansonnier populiste Monthébus. Cela reste d'actualité.

Pré-retraites

LES PATRONS TRICHENT, SOISSON S'INQUIÈTE ET FERME LES YEUX

Le ministre du Travail, Soisson, s'est inquiété devant le Comité supérieur de l'emploi, réuni le 3 juillet : les entreprises, qui mettent à la porte des ouvriers âgés, ne jouent pas le jeu. En effet, elles licencient leurs salariés de plus de 55 ans, plutôt que de les faire partir en pré-retraite. Ce qui coûte plus cher, car ce sont ainsi les Assedic qui paient intégralement les licenciements et non le FNE (Fonds National pour l'Emploi) au financement duquel les employeurs qui ont recours à la pré-retraite sont tenus de contribuer.

Une étude de l'Unedic montre que cette affaire n'est pas nouvelle : les employeurs ont d'abord eu recours à des licenciements pour *«raisons économiques»* de salariés de plus de 55 ans au lieu de mises en pré-retraite. Le gouvernement a alors introduit en 1987 un amendement qui imposait aux entreprises de verser dans ce cas une contribution à l'Unedic ; les patrons ont trouvé d'autres motifs qu'économiques. En 1989 le gouvernement leur a imposé de payer 3 mois de salaires pour tout salarié de plus de 55 ans licencié, sauf s'il a moins de 2 ans d'ancienneté : d'octobre 1989 à janvier 1990 les licenciements de ce type ont augmenté comme par hasard de 18,4% et les contributions financières des entreprises à l'Unedic ont, elles, baissé de 15,8%.

Soisson fait mine de s'inquiéter du problème et demande la mise en place d'un groupe de travail. Avec ça on sera bien avancé ! Les patrons fraudent, tournent les lois ouvertement. Mais il ne faut pas s'attendre à voir le gouvernement leur imposer la moindre contrainte réelle, et encore moins les faire condamner par les tribunaux.

Jeanne LAVILLE

TCHERNOBYL SUR ESSONNE?

L'avenir n'est pas radieux pour les habitants d'Itteville, une commune de l'Essonne où une poubelle radioactive a été détectée. Il a été révélé un taux quatre fois supérieur au maximum toléré, et 500 fois plus important que la moyenne en Région parisienne.

On avait caché à la population le danger qu'on lui faisait courir. Les autorités d'un pays capitaliste comme la France ne sont pas moins irresponsables que les bureaucrates d'URSS. La «transparence», ici aussi, on nous la réserve pour l'au-delà.

IL Y A VOL ET VOL

Un banquier, soupçonné par la commission des opérations de Bourse d'avoir empoché 35 millions de francs dans l'affaire de la Société Générale, vient d'être cambriolé !

Il donnait une réception dans sa magnifique propriété, quand des hommes en cagoule ont fait irruption, raflé les bijoux des invités, et fait ouvrir son coffre sous la menace. Selon le banquier, ils ne lui auraient pris que des papiers sans importance et de la petite monnaie...

Des bricoleurs en somme, à côté des financiers de son rang.

DES TRAVAILLEURS A COUCHER DEHORS

Il ne s'est trouvé que dix logements disponibles dans tout Paris, en dépit des efforts d'un médiateur nommé par le Premier ministre, pour reloger 47 des familles expulsées qui couchent dehors. Il y a eu quelques autres logements en banlieue. Les autorités prétendent qu'il n'y a guère de logements inoccupés dans Paris, ce qui n'est pas vrai. En outre, il y a beaucoup de place dans les beaux quartiers : les riches n'ont qu'à se serrer !

DISSOLUTION DE LA PHYSIQUE-CHIMIE

Ne trouvant pas assez d'enseignants (parce que mal payés) en physique et chimie, le ministre de l'Education, Jospin, envisage de supprimer ces matières dans les collèges en 6e et 5e. Bilan : 3.200 postes «économisés» et des enfants moins éduqués. En avant vers le sous-développement !

RELIGION PIEGE A...

La justice vient de faire arrêter plusieurs dirigeants de l'«Eglise de scientologie» pour divers délits. Il est vrai que les sectes abusent de la crédulité de leurs adeptes. Mais pourquoi s'en prendre toujours aux petits et jamais aux gros ? A quand une inculpation contre le pape, le grand rabbin et les ayatollahs de toutes les religions pour le motif qu'ils répandent des sornettes et obligent leurs fidèles à des comportements ridicules et malsains ?

APRÈS L'INCULPATION DES PAPES DE LA SCIENTOLOGIE, LE PAPE OFFICIEL S'INQUIÈTE.

RIVERAINS, PLANQUEZ-VOUS!

Le pétrolier «Exxon Valdez» qui a provoqué un désastre en Alaska a été réparé et débaptisé. Il s'appelle désormais «Exxon Mediterranean» car il va sillonner la Méditerranée. Si le capitaine boit de la limonade, si le navire reste bien au milieu et si les icebergs ne descendent pas jusque-là, normalement le pétrole devrait rester dans le bateau...

Sport, fric, chauvinisme...

GRANDE-BRETAGNE

TROIS

Au soir de la défaite de l'équipe d'Angleterre devant l'Allemagne, des bagarres ont éclaté dans plus d'une cinquantaine de villes. Dans la plupart des cas, faute de mieux, c'est la police qui a servi de cible aux «combattants» passablement éméchés. Dans quelques villes, ce sont des touristes étrangers ou des voitures allemandes qui ont été visés.

Risible ? Dérisoire ? Sans doute. Mais la lourdeur du bilan est là : trois morts, dont un jeune renversé par un véhicule de police, et plus de six cents arrestations. Malgré les dégâts bien connus du hooliganisme anglais, on n'avait jamais vu cela.

A bien des égards, le football en général et la coupe du monde en particulier tiennent la même place en Angleterre qu'en France – bien que le cricket soit encore le sport le plus pratiqué dans la classe ouvrière.

Cette année, comme toujours, les patrons de pubs avaient loué nombre de petits écrans pour les soirs de grand match.

Pour encourager les achats de postes de télé, la chaîne de magasins Rumbelows avait même annoncé que si l'équipe d'Angleterre gagnait la coupe, quiconque aurait acheté un poste neuf pendant la période du Mondiale serait remboursé (résultat, grâce à la défaite de l'Angleterre, Rumbelows s'attend à un profit supplémentaire de 60 millions de francs !).

Comme en France, mais peut-être plus encore, le premier fait marquant a été la montée en puissance de l'équipe du Cameroun. Pour la première fois, une équipe africaine, l'équipe d'un pays pauvre menaçait celle de l'Angleterre.

Pour le coup, pendant quelques jours, les joueurs camerounais sont devenus les héros de toute une partie de la classe ouvrière anglaise. De beaucoup de ces travailleurs qui ont un passeport anglais, mais dont la famille est venue d'Afrique, d'Asie ou des Antilles, et que la société britannique continue à traiter comme des citoyens de seconde zone.

Il y a bien eu du coup quelques bagarres dans les ateliers entre supporters du Cameroun et fans de l'équipe d'Angleterre, mais dans l'ensemble les racistes qui ont essayé de mobiliser l'opinion contre les «mauvais Anglais» supporters du Cameroun en ont été pour leurs frais. La victoire de l'Angleterre a finalement réglé la question.

LA PRESSE À LA RECHERCHE DE COUPABLES

Avec le match contre l'Allemagne, le ton général a changé. Les invectives contre les «Huns» (équivalent anglais de «Boches») sont apparues dans la presse à grand tirage. Dans certains pubs notoirement conservateurs et en général pas parmi les plus pauvres, on a vu apparaître des reliques de... la Deuxième Guerre mondiale. Des politiciens se sont laissé aller à des déclarations quelque peu belliqueuses. Sans parler des commentaires sans fin sur le renforcement en cours de l'Allemagne qui, selon certains de ces «nouveaux patriotes» que l'on trouve aussi bien à droite qu'à gauche, ne serait pas sans rappeler la montée de l'Allemagne hitlérienne. Bref, un certain milieu chauvin s'est emparé de l'occasion pour tenter de redorer ses couleurs.

Bien sûr, au lendemain de la défaite anglaise et des bagarres du 4 juillet, les journalistes et le gouvernement ont condamné les violences avec une belle unanimité. En revanche les uns comme les autres ont «oublié» de parler des débordements chauvins qui s'étaient produits ici ou là.

Mais il fallait quand même bien trouver une explication à ces violences. Pas question bien sûr, pour ceux qui y étaient allé de leur petit couplet chauvin quelques jours auparavant, d'accuser les respectables fanatiques de breloques militaires qu'on pouvait remarquer parmi les «casseurs» du 4 juillet dans certaines villes. Alors à qui allait-on faire porter le chapeau ?

Après un moment d'embarras, la presse a fini par trouver la solution. Témoignages de sociologues à l'appui, on l'a trouvée dans les éditoriaux deux jours après : c'est que la violence est *«enracinée dans la culture ouvrière anglaise»*. Tout simplement.

LE HOOLIGANISME ET LA CLASSE OUVRIÈRE

Que vient faire la classe ouvrière dans tout cela ? Pour les plumitifs de la presse et les politiciens qui ont entonné ce couplet, la société britannique est divisée en deux : les gens convenables et les hooligans. Et bien sûr les seconds ne peuvent que sortir des rangs de la classe ouvrière !

Comme si dans le domaine du football en particulier le hooliganisme était une tradition spécifiquement ouvrière !

En fait le hooliganisme est une tradition très ancienne, étroitement liée à l'existence de ces clubs de supporters qui suivent les équipes dans chacun de leurs déplacements et qui assurent l'essentiel de leur financement par le biais d'abonnements.

Sauf que justement, de nos jours, ce genre de supporters se fait plus rare. Parce que ça coûte trop cher en transport. La plupart des fans inscrits se contentent d'aller aux matches joués sur leur propre terrain. Seuls les mieux lotis financièrement, et sûrement pas les jeunes chômeurs, accompagnent leur équipe favorite en déplacement, a fortiori à l'étranger. Ceux-là se recrutent plus souvent dans les professions libérales ou parmi les cadres que parmi les OS.

Ce fait fut d'ailleurs illustré il y a un peu plus d'un an lors de l'arrestation des «leaders» d'une des associations semi-clandestines de hooligans les plus connues sur la région de Londres : des

ITALIE

LE "MONDIALE" VU CÔTÉ ITALIEN

L'Italie n'a donc pas conquis la Coupe du Monde de football version 1990. Les trois kilos d'or que représente ce trophée n'aurait cependant pas suffi, et de loin, à payer la facture du Mondiale : 5 000 milliards de lires prévus au départ, une facture finale de 10 000 milliards de lires. Un surcoût équivalent à 25 milliards de francs.

La remise à neuf de dix stades, la construction de deux autres ont coûté le double des devis originaux. Pour être prêtes à temps, bon nombre de municipalités ont largement puisé dans leurs réserves. Les stades de Bologne et de Rome – on l'apprend après les compétitions – n'étaient pas aux normes de sécurité : il va falloir reprendre les travaux. Allongez la monnaie, contribuables italiens...

A cela il faut ajouter un autre bilan, plus tragique : celui des accidents du travail qui se sont multipliés avec l'accélération des travaux, et ont fait 600 blessés et 24 morts.

Passons sur la mobilisation de 45 000 agents des forces de l'ordre – leur transport aura coûté 250 milliards de lires – ou sur les 900 milliards de lires d'investissements réalisés par la télévision publique

Tapie, ses pompes et ses basses œuvres

Tapie qui fait dans les affaires, dans le sport et dans la politique, vient de racheter «Adidas». Il ne jongle pas qu'avec des milliards de francs, mais aussi avec le travail de milliers d'ouvriers. Et sa réputation de racheteur d'entreprises qu'il revend après licenciements, n'est pas remise en cause. Alors pas de quoi s'extasier.

Un coup de pompe bien placé à n'importe quel patron licencieur – avec des Adidas ou avec n'importe quelles godasses – ça oui, ce serait bien joué.

La coupe est pleine!

...ORTS POUR LA COUPE DU MONDE

trois dirigeants arrêtés, l'un était courtier d'assurance, un autre agent immobilier et le troisième cadre de banque...

LA COUPE DU MONDE D'HYPOCRISIE

D'ailleurs les points les plus chauds des bagarres du 4 juillet n'ont pas été les quartiers ou villes ouvrières du pays. Dans la liste des incidents les plus graves, on relève les noms de Hemel Hemstead, Totton, Leominster, Grantham, Hertford, Welwyn Gardens City, Hereford, Worcester, Brighton, etc..., toutes des petites villes provinciales riches ou des villes de banlieue résidentielles pour cadres, du sud de l'Angleterre. Dans le nord du pays ou dans les quartiers pauvres de Londres, bien plus touchés par la crise en ce qui concerne la classe ouvrière, il y a eu peu ou pas d'incidents.

En dehors de bandes de très jeunes qui ont profité de l'occasion pour se payer un baston avec les flics, une bonne partie de ceux qui ont participé aux bagarres du 4 juillet étaient en fait tout ce qu'il y a de plus respectable et plutôt bien mis.

Et cela ne fait que traduire une autre facette de la crise, qui n'a rien à voir avec l'aggravation du chômage ou des conditions de vie de la classe ouvrière. A savoir une dégradation sensible du comportement social de la petite bourgeoisie et en particulier de ses couches les plus jeunes.

Ainsi, par exemple, dans les trains de banlieue de Londres, il ne se passe pas de semaine sans qu'un employé soit victime d'une agression de la part de bandes de jeunes ivres. Mais il ne s'agit ni de jeunes chômeurs ni de jeunes marginaux.

Ce sont au contraire des jeunes tirés à quatre épingles, de ceux que l'on appelle les *«enfants de Thatcher»*. Ils ont entre vingt et trente ans et, après un ou deux ans à l'université, ils ont décroché un emploi bien payé dans un établissement financier ou commercial de Londres. Nombre de ces jeunes sont des tout petits «nouveaux riches». Ils viennent de milieux modestes mais leur salaire atteint en moyenne cinq ou six fois celui du contrôleur de ticket auquel ils s'en prennent les soirs de beuverie. Ils se sont déjà habitués à l'argent facile et sont des supporters acharnés de Thatcher et de sa pseudo-philosophie du «chacun pour soi», d'autant plus qu'ils n'ont jamais eu grand effort à faire pour eux-mêmes.

C'est dans ces milieux-là que se recrutent aujourd'hui les «militants» du hooliganisme et que se développe une certaine délinquance liée aux nouvelles drogues importées des USA. En même temps, ce sont ces milieux qui sont traversés par des courants d'extrême-droite «radicaux».

Reconnaître ce fait, pour Thatcher et pour tous les adeptes du capitalisme, ce serait reconnaître une faillite sociale dans les seuls milieux auxquels leur politique a profité. Il est bien plus commode de faire porter le chapeau à la classe ouvrière !

François ROULEAU

(AFP)

Quelques-uns de ceux que l'on appelle* "les enfants de Thatcher" *: des courtiers de la Bourse de Londres.

PAS PERDU POUR TOUT LE MONDE

italienne - largement déficitaire par ailleurs - pour permettre la retransmission des matchs et des publicités par toutes les chaînes privées et publiques de par le monde...

Ce gonflement des dépenses par rapport aux prévisions n'est d'ailleurs pas spécifique à l'Italie ni au football. On l'a constaté dans les éditions précédentes de la Coupe du Monde de foot ; on le vérifie également dans presque tous les grands chantiers publics. Les autorités publiques prévoient des crédits limités, et les industriels et entrepreneurs font gonfler la note par la suite... avec la complicité des mêmes pouvoirs publics.

Toto Schillacci, la nouvelle idole des «tifosi», les jeunes des quartiers pauvres, n'aura pas réussi à offrir la Coupe à ces derniers. Par contre les organisateurs du Mondiale auront offert un beau pactole à toute une série d'entrepreneurs en tout genre. Et cela, aux frais des contribuables italiens, et avec le peau d'un certain nombre d'ouvriers.

Gaston DEVAU

OMALIE

LES "VERTUS DÉMOCRATIQUES" DU RÉGIME FONT 62 MORTS

...rts, 200 blessés. C'est le dernier ...nu du match de football sanglant ... déroulé la semaine dernière à ...cio la capitale de la Somalie. ...cette fois, la fièvre du football n'y ...our grand-chose.

...avait mal commencé, par un dis... dictateur Syad Barre qui n'avait ...avé de mieux que de vanter les *«vertus démocratiques»* de son régime inamovible depuis plus de 20 ans.

Les 30 000 spectateurs n'ont écouté que leur cœur et lui ont répondu par des cris de protestation. La première mi-temps s'est pourtant déroulée sans incident. Mais à l'interruption, la garde présidentielle a tiré en l'air pour disperser des Musulmans qui faisaient leur prière sur la pelouse. Il y a eu un début de panique et plusieurs personnes ont été écrasées ou asphyxiées près des portes du stade.

Entendant ces coups de feu, des «bérets rouges» stationnés à l'extérieur - toujours les *«vertus démocratiques»* - ont cru à un attentat contre le dictateur et sont entrés dans le stade, dispersant violemment un début de débandade et mitraillant au hasard les gradins. Depuis, la capitale somalienne serait quadrillée par la troupe.

Selon le ministre des Sports de Somalie, il ne s'agit que de *«quelques incidents en marge du match»*. En somme, rien que de très ordinaire dans le quotidien d'une dictature.

Jacques FONTENOY

Michelin - Clermont-Ferrand

Ph. Arc

LES PROFITS GONFLENT MAIS L'EMPLOI BAISSE

Ph. Arc

Michelin met en place son plan de licenciement. A partir du lundi 9 juillet, les travailleurs concernés par les suppressions d'emplois seront informés progressivement, au cas par cas, par service et par usine. Les 2 300 licenciements qui touchent essentiellement les travailleurs clermontois s'étaleront jusqu'en mars 1991.

Michelin se garde de donner l'impression du patron qui ne respecte pas les lois et le code du travail. Le 4 juillet se tenait pour la énième fois le Comité Central d'Entreprise, à Clermont-Ferrand, avec une trentaine de délégués provenant des usines Michelin-France. Réunion pour la forme, qui correspond au délai de rigueur depuis la première annonce officielle du 26 juin, pour permettre aux syndicats de présenter des *«observations»* à partir des documents chiffrés transmis par la direction.

A cette occasion la CGT et la CFDT avaient demandé un geste symbolique de protestation, à 15 heures, sans que ce soit un appel à la grève, devant le local du CE. Cette fois, à peine une centaine de travailleurs, dont plusieurs dizaines de délégués, sont venus pendant une heure occuper la salle de réunion.

Et le lundi 9 juillet se réunit une fois de plus le Comité d'Entreprise, limité aux usines clermontoises.

Le "plan social" (suite)

On peut compléter maintenant les détails des mesures annoncées dans ce que la CGT appelle plus justement *«le plan anti-social»* (voir LO n° 1150). En effet, en plus des 1 438 départs en FNE (préretraite) qui concernent autant les employés, les techniciens que les ouvriers, et des 300 mutations que la direction affirme pouvoir obtenir par le volontariat, il faut ajouter :

- 80 travailleurs immigrés qui seront licenciés. C'est ce que Michelin appelle *«l'incitation au retour au pays d'origine»* ! Les indemnités de licenciements dépendront si leurs pays fait partie ou non du Marché Commun (CEE) ; la somme pourra alors varier de trente à soixante mille francs environ, avec une prime supplémentaire correspondant au prix du voyage retour. Et c'est l'Etat qui va payer au minimum la moitié de ces sommes.
- 80 personnes pourront demander à travailler à mi-temps, avec évidemment un salaire réduit de moitié, en faisant comme horaire de production 5 heures - 9 heures, et un autre travailleur dans le même cas 9 h-13 h. Et ils seront avertis qu'ils ne pourront absolument plus changer de système, sous peine de renvoi immédiat.
- Une centaine de travailleurs qui atteindront juste les 55 ans en mars 1991 pourront prendre leur retraite dans des conditions très délimitées : en restant chez eux, en étant payé à mi-salaire, sans aller travailler à l'usine, tout en faisant encore partie des effectifs jusqu'à 60 ans.
- 60 cadres seront eux aussi touchés par les licenciements. Il ne s'agit pas de la petite ou moyenne maîtrise : un contremaître ou un chef d'atelier ne le sont pas. Il faut au moins être chef de service, ingénieur ou responsable des services commerciaux. Et cadre ou pas, un travailleur licencié ne retrouvera pas facilement du travail.
- 17 centres de distribution, répartis dans tout le pays, seront fermés ou touchés par des réductions d'effectifs ou des mutations. D'après les syndicats, 120 personnes sur les 152 concernées vont être licenciées.

Michelin se plaît à répéter qu'il ne s'agit pas de licenciements, mais de «sur-effectif» accompagné de «mesures sociales». Mais personne n'est dupe et on voit bien qu'il s'agit de plus de 2 000 licenciements qui vont s'ajouter à des milliers d'autres, dans une région fortement touchée par les fermetures d'entreprises.

Les gesticulations des hommes politiques ne trompent pas grand monde non plus. Les élus socialistes se retrouvent aux côtés des politiciens de droite pour justifier les licenciements. Pas la moindre déclaration clairement dirigée contre Michelin, aussi bien de la part de Giscard, président du Conseil régional d'Auvergne, que chez Roger Quilliot, sénateur-maire socialiste de Clermond-Ferrand. Ils invoquent la fatalité qui ferait de l'Auvergne une région malade de l'emploi, comme le mauvais temps qui sévit sur une contrée ! Ils se sont contentés de demander au gouvernement *«une prime d'aménagement du territoire»*, en clair des subventions destinées à engraisser encore un peu plus des patrons qui bien souvent n'embauchent même pas, ou, une fois les primes empochées, se déclarent peu après en faillite.

Pas de raison de se laisser faire !

Les travailleurs de chez Michelin n'ont pas été vraiment surpris car depuis des mois, chacun s'attendait à ces genre de mesures, les discussions portaient plutôt sur les conditions des départs en FNE ou du nombre total de travailleurs qui allaient être touchés par le plan de réduction des effectifs. D'où un climat plutôt attentiste que de colère.

Partir avant l'âge de la retraite avec un salaire fortement réduit, alors qu'il n'existe pratiquement pas de possibilité de ré-emploi, ni pour l'employé, ni pour un cadre-maison, alors que bien des ouvriers ont des emprunts de maison ou autres à rembourser, cela veut dire une baisse générale du niveau de vie. Les travailleurs sont menacés d'être jetés à la rue par un industriel milliardaire, dont les affaires sont florissantes, et qui vient de s'octroyer un modeste revenu personnel de 4,50 millions de franc en tant que principal actionnaire de la manufacture.

Les syndicats, la CGT surtout, dénoncent certes les licenciements et le plan «anti-social» de Michelin. Mais celle-ci développe aussi une propagande chauvine qui est une impasse : *«Michelin doit investir en France, et d'abord en Auvergne»*, flattant ainsi les préjugés nationalistes de certains.

Le refus de tout licenciement, que l'on soit ouvrier ou employé, est justifié. Il y a du travail pour tous à partager, car il y a des milliers d'heures supplémentaires. C'est l'augmentation générale et uniforme des salaires que l'on doit revendiquer. Michelin, comme tous les gros patrons, peut largement payer, lui qui vient de déclarer aux actionnaires que sa compagnie a réalisé 2,65 milliards de francs en bénéfices consolidés, alors qu'il laisse déjà entendre que si en mars 1991, il n'y avait pas assez de départs, il licencierait encore plusieurs centaines de travailleurs. Pour obliger Michelin et le patronat à reculer, il faudra bien retrouver le chemin des luttes.

SÉLECTION RHÔNE-POULENC POUR AVORIAZ ?

Jeudi 21 juin, une équipe de cinéma opérait à des postes de chargement pour faire un film sur la sécurité des empotages-dépotages de produits à risque. Pour cela rien n'était trop beau. Ainsi au chargement de phénol, le camion était neuf, sa citerne brillait le propre. L'ouvrier figurant, lui aussi, avait été habillé de neuf de la tête aux pieds. Mais quand le réalisateur a crié : *«action»*, le figurant s'est retrouvé avec un fil de terre qu'il ne savait pas où brancher... la citerne n'était pas équipée ! Même pour la pub la production avait rogné sur la sécurité.

Pour un film à *«caractère pédagogique, sur la réussite des transports...»*, le public a failli ne pas être déçu. Quant à nous, travailleurs de cette usine, Rhône Poulenc Pont-de-Claix, n'avons pas oublié qu'à ce poste de travail même l'an dernier, un de nos camarades a été aspergé de phénol et en est décédé.

Correspondant LO

Renault - Billancourt

LE PASSAGE D'ÉQUIPE EN NORMALE, UNE NOUVELLE ÉTAPE VERS LA FERMETURE

(AFP)

Lundi 9 juillet, la production de l'Ile Seguin, en équipe depuis 22 ans, repassait en normale ou plutôt en une seule équipe : celle du matin. C'était une étape supplémentaire vers le programme de fermeture définitive, établi par la direction de la Régie Renault.

270 voitures express et R5 fabriquées, au lieu de 370 précédemment, c'est l'occasion pour la direction de pratiquer une nouvelle coupe sombre dans les effectifs. Ce sont en effet près de 1 300 emplois supplémentaires qui vont être ainsi supprimés.

Comment la direction compte-t-elle s'y prendre ? Elle continue de prétendre, par la voix de son PDG Lévy, que la mobilité est le remède miracle. Celui-ci, dans les vidéos diffusées dans l'usine, se fait toutefois plus menaçant et s'il affirme toujours qu'il n'y aura pas de laissés-pour-compte, que les travailleurs de Billancourt n'ont pas démérité, il avance tout de même que cela ne va pas assez vite, que les travailleurs ne se précipitent pas assez avec armes et bagages ou plutôt avec familles et contraintes diverses, vers les usines qui, selon lui, seraient pourvoyeuses d'emploi telles que Sandouville, Maubeuge, Douai, Le Mans, etc. Et il prédit une mauvaise fin si cela ne s'accélère pas.

De fait, la mobilité mise en place depuis fin décembre-début janvier, après l'annonce du plan social prétendument exemplaire, n'a pas fait recette : ce ne sont que 300 travailleurs qui ont accepté des places dans d'autres usines et surtout vers Flins, la plus proche de Paris. Mais tous ne sont pas encore mutés, loin de là.

Il faut dire que les travailleurs des chaînes de l'Ile sont plus que méfiants quant à cette mobilité. Ils savent que la direction n'en est pas à une contradiction près : elle propose des mutations vers d'autres usines et annonce simultanément des sureffectifs dans ces mêmes usines. Les derniers arrivés seront les premiers licenciés ; cela n'est pas dit bien sûr mais cela se devine. Ce n'est pas très engageant d'accepter une mutation dans ces conditions, même si la direction a récemment augmenté la prime de mutation de 10 000 à 20 000 F.

Pour le passage sur une seule équipe, la direction a pris des précautions de langage : les travailleurs désignés ne sont plus excédentaires mais «disponibles». La cadence ne montera que progressivement à 270 voitures par jour, afin d'adoucir et amortir la nouvelle répartition des tâches et éviter de possibles réactions des travailleurs comme cela a été le cas en avril dernier à l'occasion du dernier changement de cadence. Toujours prudente, la direction a mis au point un nouveau système pour isoler les travailleurs «disponibles» : les stages de formation ou d'information à la mobilité sont organisés. Les formateurs sont des petits chefs, pas très mobiles eux-mêmes puisqu'ils sont toujours là, et qui sont chargés de ressasser de prétendues informations que tout le monde connaît déjà.

Il n'est pas dit que cette dernière trouvaille, cette dernière vacherie, passe aussi bien que le souhaite la direction. Dès lundi matin, un débrayage en Catapho- rèse a contraint la direction à faire machine arrière et à accepter que tous les travailleurs de ce secteur restent ensemble au moins jusqu'à septembre.

Comme on le voit, la politique de la direction est claire : malgré une apparente bienveillance en paroles (pas de laissés-pour-compte, etc.), elle est brutale dans les faits et pleine de menaces pour l'avenir. Les travailleurs ne sont pas dupes et l'envie de dire ses quatre vérités à la direction ne leur manque pas. Ce qui manque pour le moment, c'est toujours la confiance et le moral pour une lutte collective contre la politique de la direction.

Peugeot - Mulhouse

LES OUVRIERS NE VOTENT PAS POUR CALVET

Aux élections de délégués du personnel du 5 juillet, la CFDT progresse dans le premier collège de 8,6 % des voix, soit 740 voix. La CGT reste stable (+ 51 voix soit - 0,15 %) et les deux syndicats FO et CFTC perdent chacun un peu plus de 4 %. Cette année, la CFDT reprend une partie de ses voix sur les deux syndicats qui apparaissent le plus liés au patron pendant que la CGT maintient ses résultats acquis en 1988 et 1989. (De 1987 à 1989, la CGT avait progressé de 15,2 % des voix dans le premier collège au détriment de la CFDT qui perdait 13,8 % pendant que FO et CFTC se maintenaient à peu près).

La CFDT a progressé dans les secteurs de production et, semble-t-il, surtout auprès des jeunes embauchés, pour bon nombre intérimaires pendant la grève, et qui n'y ont pas participé, mais en ont le plus bénéficié puisque le taux d'embauche a augmenté de 400 F. (Le premier collège est passé de 9 846 inscrits en 1989 à 10 114 en 1990 malgré les centaines d'ouvriers qui quittent l'usine pour la Suisse où l'Allemagne, le taux de chômage dans le département passant cette année de 6 à 5 %). La CFDT a ainsi certainement bénéficié de ce qu'elle a dirigé la grève à Mulhouse... et de ce que les jeunes embauchés n'ont pas pu la voir de trop près pendant le conflit !

Une autre raison du résultat de la CFDT est certainement aussi le fait que la direction ait voulu reprendre en main la situation après la grève. Ce qui s'est traduit par le départ de trois militants connus de la CFTC qui sont passés à la CFDT accusant le patron de vouloir normaliser la CFTC en écartant sa direction actuelle, qui avait eu le tort de suivre la grève presque jusqu'au bout. Dans un tract qui avait fait quelque bruit, ces militants accusaient, faits à l'appui, leur ancien syndicat d'être aux ordres du patron. Ainsi dans l'atelier de peinture où travaille un de ces militants, la CFDT a progressé de 27 %. Par ailleurs, le patron ne faisait pas dans la nuance, une partie de sa maîtrise axant sa campagne contre le syndicat des rouges, de la Roumanie, de Ceausescu, la CGT. Elle procédait à un certain nombre de licenciements pour bagarre ou alcoolisme et multipliait les réunions de bourrage de crâne sur la qualité ou la sécurité avec jeux-concours où on pouvait gagner porte-clef ou voiture.

Aussi, cette année, les ouvriers dans leur ensemble, ont été plus nombreux à participer à la campagne, en prenant position publiquement autour d'eux, et en faisant prendre position, contre *«les syndicats du patron, FO et CFTC»*. Aux pressions de Calvet, les ouvriers voulaient répondre par un vote sanction, en disant autour d'eux : votez CGT-CFDT. Et ce qu'ils ont retenu du résultat c'est la perte de 8,5 % des voix de FO et CFTC. Mais à quelques jours des discussions salariales patron-syndicats de la mi-juillet, bon nombre d'ouvriers, y compris électeurs CFDT, disent : *«Il ne faudrait pas que la CFDT croie qu'avec ces résultats elle peut signer n'importe quoi, sinon, il pourrait bien lui arriver la même chose qu'aux deux autres»*.

Correspondant LO

	Inscrits	Exprimés	CGT	CFDT	FO	CFTC
1989	9 846	8 097	3 487 43,1 %	1 496 18,5 %	1 854 22,9 %	1 260 15,6 %
1990	10 114	8 246	3 538 42,9 %	2 233 27,1 %	1 554 18,8 %	919 11,1 %

Mal-logés expulsés dans Paris

LE MÉDIATEUR EST RENTRÉ CHEZ LUI MAIS BIEN DES FAMILLES CAMPENT TOUJOURS DEHORS

La presse a fait grand cas de la mission du médiateur Bloch-Lainé, nommé par le Premier ministre pour tenter de résoudre le problème des expulsés, en particulier ceux qui campent depuis des semaines dans des tentes, Place de la Réunion (XXe) et devant la mairie du XIXe arrondissement.

Bloch-Lainé a estimé sa mission terminée : selon lui tout le monde aurait trouvé à se reloger, après des négociations ardues, avec la mairie de Paris notamment, qui prétendait n'avoir pas de logements disponibles dans la capitale.

En réalité, au moment où nous écrivons (11 juillet) pour les 47 familles de la Place de la Réunion, 10 seulement avaient signé un bail, et avaient donc un relogement sûr. Pour les autres il ne s'agit pour le moment que de réservations de logement, donc aléatoires. Les familles organisées dans le Comité des mal-logés ont été suffisamment échaudées dans le passé pour se méfier. Elles ont décidé de commencer à démonter quelques tentes Place de la Réunion seulement lorsque la moitié des baux auront été signés. On n'en est pas là pour le moment.

GAMMA

Bloch-Lainé a parlé dans cette affaire de *"propositions exceptionnelles"* pour résoudre *"une situation exceptionnelle"*. Pourtant il existe bien une loi, nullement "exceptionnelle", qui autorise la réquisition des logements vides. Et le Comité des mal-logés de la Place de la Réunion a recensé un certain nombre d'immeubles inoccupés dans le quartier. Il a même manifesté dans l'un d'entre eux, 11-13, rue du Clos. Contrairement à ce que prétendent les autorités, des logements vides, il y en a. Et si l'on allait voir du côté des beaux quartiers, des résidences secondaires rarement occupées, ou des grands logements sous-occupés, il y en a en abondance.

Seulement, ni la mairie de Paris, ni le gouvernement socialiste ne veulent obliger les riches à se serrer un peu, ou à renoncer à certaines spéculations immobilières.

Tout au plus lorsque les mal-logés font scandale en campant dans la rue, lorsque l'abbé Pierre se manifeste publiquement, les autorités tentent de calmer le jeu avec de petits moyens.

Mais la situation risque de n'être nullement exceptionnelle. L'été est la saison des expulsions. Beaucoup se préparent.

En tout cas les mal-logés viennent de montrer que ce n'est qu'en luttant qu'ils ont des chances d'obtenir quelque chose.

DROIT DE RÉPONSE

Nous avons reçu cette lettre, en date du 19 juin 1990, de Roland Nungesser qui conteste l'amalgame entre non-lieu et amnistie. Dont acte.

Monsieur le Rédacteur en Chef,

Vous avez publié en date du 6 avril dans Lutte Ouvrière, *un article intitulé :* "La justice lave plus blanc".

Dans cet article, vous me citez en faisant un amalgame des élus "blanchis", mêlant ceux qui faisaient l'objet d'un non-lieu sur le fond à ceux qui ont bénéficié de l'amnistie.

Je tiens à vous préciser que la Chambre d'accusation a rendu en ce qui me concerne une ordonnance de NON-LIEU, *et que je n'ai donc pas eu à bénéficier de l'amnistie.*

Je vous prie, en conséquence, en vertu du droit de réponse, prévu par la loi, de bien vouloir publier le rectificatif suivant :

«M. Roland Nungesser, député-maire RPR de Nogent-sur-Marne indique que dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est, la Chambre d'accusation a prononcé en ce qui le concerne un non-lieu, le mettant totalement "hors de cause sur le fond de cette affaire".

«Il rappelle à ce sujet qu'il s'était prononcé contre la loi d'amnistie et se félicite de n'avoir pas eu à en bénéficier. M. Roland Nungesser souligne néanmoins que "le préjudice moral subi est grave" *et tire de cette amère expérience la conviction* "qu'il convient de réformer certaines modalités de la procédure d'instruction".

«Il est intolérable, en effet, que des noms puissent être livrés à la presse pendant des semaines, avant qu'aucun acte officiel ne soit notifié aux intéressés, qui, de ce fait, ne peuvent se justifier immédiatement.»

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Rédacteur en Chef, l'expression de mes sentiments distingués.

Tissus Roudière (Lavelanet-Ariège)

LES CRS À LA RESCOUSSE DU PATRON LICENCIEUR

Au début du mois de juillet, le ton est monté à Lavelanet, petite ville de l'Ariège, où un 2e plan de "restructuration" a été annoncé en mai chez Roudière, la plus importante entreprise textile de la région, avec 458 suppressions d'emplois à la clé. Une première vague de 745 suppressions d'emplois avait déjà eu lieu l'an dernier. A l'époque, préfet et élus socialistes l'avaient présentée comme nécessaire pour "sauver Roudière", qui en 1988 employait 2400 salariés et fait partie du groupe Chargeurs de Jérôme Seydoux.

Depuis 4 semaines déjà, le local informatique de Roudière, qui assure la gestion de la production, était occupé à l'initiative de la CGT, syndicat très majoritaire dans l'entreprise. Le mercredi 4 juillet, de nouvelles négociations s'engageaient à la préfecture de Foix, sous l'égide d'un médiateur désigné par le ministère du Travail. L'après-midi, une nouvelle manifestation à Foix regroupait plusieurs centaines de travailleurs décidés à se faire entendre. Le directeur de Chargeurs-Textile maintenait, une fois de plus, son plan de licenciement. La colère éclatait le lendemain matin : le bâtiment administratif était occupé, quelques dossiers volant à l'occasion, le PDG de Roudière se retrouva même "retenu" (comme il l'avait déjà été durant 3 jours fin mai).

Il n'en fallait pas plus pour que dans l'après-midi Lavelanet soit investie par les CRS, qui occupèrent le centre-ville, ce qui créa une vive émotion dans la population. Cette émotion (et la mobilisation de la population dans la rue) obligea le maire socialiste à s'élever contre la présence des forces de l'ordre. Mais ce qui soulagea le plus ce monsieur (qui depuis le début "soutient" les travailleurs... à condition qu'ils restent "sages"), ce fut l'évacuation du centre informatique par les salariés. Il faut dire que ceux-ci avaient été astreints, ainsi que le secrétaire de l'UD-CGT, à des amendes de plusieurs dizaines de millions de centimes par jour si l'occupation était maintenue. A cette décision de "justice" se rajouta une nouvelle manœuvre de la direction : plusieurs salariés reçurent le lendemain une convocation pour entretien préalable avant licenciement.

A la fin de cette semaine mouvementée, le samedi 7 juillet, un nouveau rassemblement permit à la population d'exprimer sa solidarité aux travailleurs de Roudière.

Lors de nouvelles négociations dimanche 8 juillet, le groupe Chargeurs a effectué un certain recul, puisqu'il s'engage :

1) à maintenir 35 des emplois menacés, à mettre en formation en vue d'un emploi à terme 150 autres travailleurs (dont 100 dans une filature à créer) ;

2) à investir 220 millions de francs dans l'année. Les sanctions disciplinaires et judiciaires sont levées...

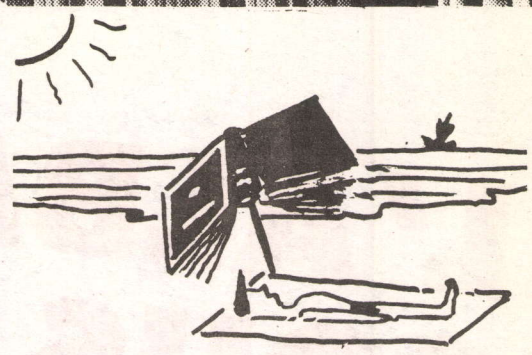
Beaucoup de travailleurs restent sceptiques : les promesses qui avaient accompagné le plan de l'an passé n'ont pas été tenues, alors qu'en sera-il de celles-ci ? Et surtout 273 suppressions d'emploi sont maintenues, même si un plan social doit être négocié et qu'il ne devrait pas y avoir, d'après la CGT, de licenciements secs, mais des départs "volontaires" et des préretraites.

Néanmoins les centaines de travailleurs qui ont participé aux actions de la CGT ont le sentiment d'avoir fait reculer Chargeurs, et mardi 10 ils ont voté, comme la CGT les y invitait, la reprise du travail.

Mais Chargeurs devra, dans les mois qui viennent, compter avec ces travailleurs qui ont su montrer leur colère ces dernières semaines.

Lire en été...

QUELQUES ROMANS POLICIERS POUR LES VACANCES



Une sélection est forcément arbitraire, et ces romans policiers ne ressemblent pas vraiment tous à des "polars" traditionnels. Nous espérons qu'ils vous feront, de toute façon, passer de bons moments.

Etats-Unis

MARILYN LA DINGUE, Z'YEUX BLEUS

Coll. Folio.

ISAAC LE MYSTÉRIEUX

Roman de Jérôme Charyn. Coll. Points.

Trois romans qui, en principe, se suivent et tournent autour de la carrière d'Isaac Sidel, lequel finit par devenir premier adjoint du commissaire principal de la ville de New York. Autant dire que ce ne sont pas des romans roses. Le meilleur est le troisième, où la satire des politiciens pourris de tous bords, maire de New York en tête, prend le pas sur l'intrigue policière proprement dite.

ARRÊTEZ LE FOLKLORE !

de John Douglas. Série Noire.

Dans une petite ville minière de Virginie, en 1922, deux détectives en mission secrète se heurtent aux hommes de main du patronat qui redoutent la venue d'agitateurs envoyés par le syndicat. L'un des deux "privés" est assassiné...

L'ORCHESTRE DES OMBRES

de Tom Topor. Série Noire

Une vieille femme juive, ancienne déportée, vivant aujourd'hui à New York, est convaincue d'avoir croisé un soir dans la rue son ancien compagnon, un pianiste très brillant que tous considèrent comme ayant été tué au camp d'Auschwitz.

Un détective privé va s'en mêler, bien sûr.

LE PENDU D'HOLLYWOOD

d'Andrew Bergman. Coll. Super Noire N° 60.

Hollywood, 1947. La chasse aux sorcières est ouverte. Principaux protagonistes de cette "série noire" : à droite, Richard Nixon, qui commence sa carrière politique en se faisant la main dans la chasse aux rouges. A gauche, Humphrey Bogart : entre deux verres de whisky, il aide un détective qui veut comprendre pourquoi le cadavre d'un bon copain, scénariste et communiste, a été retrouvé pendu. Un livre dont on n'arrive pas à décrocher.

FANTASIA CHEZ LES PLOUCS

de Charles Williams. Coll. Folio.

Le monde des paumés à travers le regard, candide mais précis, d'un enfant, fils d'un trafiquant d'alcool aux projets extravagants. Pas une goutte de morosité dans ce livre.

LE BÛCHER DES VANITÉS

de Tom Wolfe. Livre de Poche.

Une nuit, dans le Bronx, à New York, un jeune Noir est renversé par une luxueuse Mercédès conduite par un Blanc. Fait divers qui va être exploité politiquement et financièrement, sans qu'un quelconque souci de justice raciale ou sociale ait rien à y voir.

Une peinture impressionnante des milieux dirigeants, politiciens, policiers, gens de presse et gens du monde, ainsi que de la haine accumulée par les jeunes du Bronx et de Harlem.

Espagne

LES MERS DU SUD

de Manuel Vasquez Montalban. Coll. 10/18.

Un promoteur barcelonais a disparu depuis un an. D'après ses proches, il rêvait de s'en aller aux îles Marquises. Or, voilà qu'on retrouve son cadavre dans un terrain vague de la ville. Le détective privé Pepe Carvalho va donc pouvoir entrer en scène, détailler ses recettes de cuisine, et par la même occasion donner un aperçu des milieux bourgeois barcelonais dans les années suivant la mort de Franco.

MEURTRE AU COMITÉ CENTRAL

de Manuel Vasquez Montalban. Coll. Points Roman.

Le secrétaire général du Parti Communiste Espagnol assassiné en plein Comité central !

L'enquête de Pepe Carvalho est surtout un prétexte pour évoquer la continuité de l'appareil policier après comme avant la mort de Franco, et surtout les milieux dirigeants du PC. L'auteur est un connaisseur, en somme, puisqu'il a lui-même fait partie de sa direction. Pour le lecteur non initié, bien des allusions restent malheureusement obscures.

LES OISEAUX DE BANGKOK

de Manuel Vasquez Montalban. Ed. du Seuil. 98 F.

Pepe Carvalho n'aime pas trop sortir de Barcelone, mais si on l'appelle au secours de Thaïlande – et qu'on lui paye ses frais, bien entendu – il est prêt à s'envoler aux antipodes. Regard en biais sur certains intellectuels qui sont de drôles d'oiseaux et attaques bien balancées aux touristes des pays riches qui, devant le spectacle de la misère exotique, en oublient que leur pays d'origine possède un Tiers Monde intérieur.

France

LA PETITE MARCHANDE DE PROSE

de Daniel Pennac. Ed. Gallimard, collection blanche. 95 F.

Voici le troisième volume des aventures de Benjamin Malaussène, bouc-émissaire de son métier (!), après *Au bonheur des ogres* et *La fée Carabine,* parus tous deux en collection Folio.

Cette fois, ce ne sont plus les vieilles dames armées de P38 qui font des ravages à Belleville. On est dans les milieux de l'édition. A la demande de sa patronne, la reine Zabo, Benjamin accepte de passer pour l'auteur d'un best-seller fameux. Cependant, sa sœur préférée tombe amoureuse d'un directeur de prison ! Drames sur drames pour Benjamin, avec sa tribu et ses copains de Belleville à la suite.

Des péripéties délirantes qu'on ne peut pas résumer, mais dont la lecture est un régal.

CIRCULEZ !

de Eric Kristy. Série Noire.

Une "bavure" policière vue de l'intérieur en quelque sorte : rue des Lierres, Paris 20e, un flic tue un jeune voleur lors d'une attaque de magasin. Son collègue, témoin n° 1, n'est pas sorti de l'auberge...

AIX ABRUPTO

de Jean-Paul Demure. Série Noire.

Où il apparaît que, sous ses dehors de ville bourgeoise respectable, Aix-en-Provence servirait de base arrière aux trafics de la pègre marseillaise, et qu'on n'y blanchirait pas que le linge sale des familles.

UN GROS BESOIN D'AMOUR

de Tito Topin. Livre de Poche.

On s'amuse bien à lire ces tribulations de vulgaires petits voleurs pas (trop) antipathiques, qui se trouvent pris pour des terroristes internationaux par une police française en mal de succès. Coûte que coûte.

AU BALCON D'HIROSHIMA

de Jean Amila. Série Noire.

La poursuite d'un certain Roro des Amandiers entraîne deux truands parisiens jusqu'à Tokyo. Mais on est en août 1945. Et là, leur minable petite crapulerie est bien dépassée.

URSS

UNE DISPARITION DE HAUTE IMPORTANCE

d'Edward Topol et Fridrich Neznansky. Livre de Poche.

Un "petit juge" est chargé de retrouver un journaliste vedette, protégé de Brejnev, qui a mystérieusement disparu. D'où une enquête mouvementée, pleine d'embûches, de trafics et de rivalités, des milieux de la magistrature et de la presse soviétique à la mafia d'Azerbaïdjan.

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. – B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

ABONNEMENTS

– à **Lutte Ouvrière** - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
– à **Lutte de Classe** - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL ET VILLE : .....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : .....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

L'ALBANIE SOUS LE VENT D'OUEST

L'Albanie, dernière forteresse stalinienne, jusque-là hérissée sur ses frontières et repliée en marge des autres pays de l'Est, et qui semblait avoir échappé jusque-là au mouvement qui a balayé ces régimes, va-t-elle, à son tour, se laisser aller à entrouvrir ses fenêtres sur... l'Occident ? Il semblerait bien. Toujours est-il que quelque sept mois après la vague d'émigration massive qui a poussé des centaines de milliers d'Allemands de l'Est à gagner l'Ouest, vague qui a donné le branle à l'ouverture des pays de l'Est sur l'Occident, c'est, semble-t-il, un processus similaire qui se répète, dans ce tout petit pays du bout de l'Europe.

De 200 qu'ils étaient le 4 juillet, ils seraient actuellement plusieurs milliers d'Albanais qui auraient escaladé les grilles des différentes ambassades occidentales à Tirana, au nez et à la barbe des miliciens, des soldats en armes qui gardent le quartier des ambassades et surtout de la redoutable police politique, la Sigurimi dont la réputation n'a rien à envier à la Securitate roumaine ou à la Stasi allemande. Le mouvement se passe au grand jour, sous le feu des caméras occidentales, apparemment toléré par le pouvoir albanais qui a promis de laisser partir tous ceux qui en feraient la demande (un premier avion, l'avion personnel de Vaclav Havel, a déjà rejoint Prague). Bien sûr, le gouvernement albanais entend garder le contrôle du processus, et aux frontières du pays, toujours solidement gardées, il est semble-t-il toujours aussi risqué de vouloir franchir les rares postes frontières sans avoir toutes les autorisations. Notamment à l'unique poste frontière qui communique avec la Grèce, il y aurait même quelques affrontements avec des villageois des environs et encore tout récemment, qui auraient fait des morts.

Des clans en lutte pour le pouvoir...

Mais il paraît évident que le mouvement a été et est encouragé par au moins une des fractions qui se disputent depuis des mois le pouvoir dans le pays. Deux ministres parmi les plus conservateurs, partisans du clan de la veuve de l'ancien dictateur, le ministre de l'Intérieur et celui de l'Armée, ont été limogés, suivis par quelques autres... Cependant que le n° 1 du régime, Ramiz Alia, réaffirmait sa volonté de «*libéraliser l'économie*» et de «*développer l'économie privée*». (Air connu).

En fait deux phénomènes se superposent. Au vent qui souffle de l'Ouest, s'ajoutent les problèmes posés par la succession du dictateur Enver Hoxha, mort en 1985. Ces luttes de clans pour le pouvoir existaient du temps du dictateur vieillissant qui avait épuré massivement autour de lui, allant jusqu'à «suicider» son compagnon de 40 ans, mais aussi son rival, Mehmet Shehu, déclaré ensuite «*traître à la patrie*». Ces luttes n'ont pas cessé et opposent aujourd'hui le n° 1 du régime Ramiz Alia au clan de la veuve Hoxha. Ramiz Alia qui apparaît presque comme un réformateur en opposition à la veuve du défunt dictateur n'est pourtant pas spécialement un homme nouveau, il fut l'homme de tous les compromis sous le régime précédent et le disciple humble et appliqué d'Hoxha.

... mais incapables d'assurer l'alimentation de la population

Cependant, c'est sous sa tutelle qu'en 1988 l'Albanie sortait pour la première fois de son splendide isolement en acceptant de participer à la conférence des pays balkaniques à Belgrade, chez le grand frère ennemi yougoslave. Et cela fait maintenant deux ans qu'il est possible de recevoir les télévisions italiennes et grecques, et donc de mesurer le fossé qu'il y a entre le mode de vie de l'Albanie et celui de ses voisins. C'est depuis cette époque aussi que certaines critiques sont apparues dans le journal gouvernemental, *La Voix du Peuple,* dénonçant la pénurie alimentaire régnant dans le pays. En 1987, on pouvait y lire que «*trois districts avaient manqué de légumes*». Ces critiques ont été reprises et développées au dernier plénum du PC, en janvier dernier. Entre autres, on pouvait y entendre que : «*rien ne peut justifier la pénurie de légumes sur les marchés, de lait et même de viande dans les villes*». Quelques mesures de décentralisation y furent annoncées ainsi que l'autorisation donnée aux paysans d'aller vendre eux-mêmes leurs produits à la ville.

Car effectivement l'Albanie, tout comme la Roumanie de Ceausescu, pauvre et arriérée, exportait l'essentiel de sa production agricole, de sa pêche, ou de ses élevages... au détriment de la population albanaise réduite à un rationnement dramatique.

Sensibles aux changements politiques survenus dans les autres pays de l'Est, les dirigeants albanais se sont finalement décidés à entrouvrir les portes du pays, espérant le faire si possible à leur rythme et en contrôlant le processus. Cela fait déjà quelques semaines que l'annonce de libéraliser les visas pour l'étranger était faite. Ramiz Alia en profite semble-t-il pour liquider la vieille garde du clan Hoxha, au nom des réformes. Il a sans doute pour lui bon nombre de privilégiés du régime qui y trouveront leur compte, ne serait-ce que parce que ladite libéralisation, si elle se produit, leur donnera les moyens d'accéder aux produits de la technologie occidentale, de voyager, de sortir du ghetto arriéré qu'est l'Albanie. Mais l'immense majorité de la population pauvre du pays qui souffre du manque de libertés, de l'arriération, de la misère, risque fort de rester malgré tout sur sa faim. Du moins tant qu'elle ne prendra pas elle-même en main la direction du changement.

C.B.

(AFP)

Au centre, Ramiz Alia, le n° 1 du régime albanais, du moins pour le moment.

UN PAYS À PEINE SORTI DU MOYEN ÂGE

La dictature albanaise, même si elle se réclame jusqu'ici du marxisme-léninisme le plus intransigeant, n'a jamais rien eu à voir ni avec le communisme ni avec la classe ouvrière. Ce petit pays de 3 millions d'habitants, de la superficie de la Belgique, situé entre le Yougoslavie, la Grèce et la mer Adriatique, n'a en effet connu que la dictature au cours de son histoire. La domination turque, malgré les révoltes nationales, n'y a pris fin qu'en 1912. Il a servi de monnaie d'échange aux deux camps impérialistes de la Première Guerre mondiale et son premier président de la République s'est bien vite proclamé roi, sous le nom de Zog Ier, souverain d'opérette mais néanmoins tyran cruel. Il a été chassé en 1939 par Mussolini et le pays a été occupé ensuite par les armées allemandes jusqu'en 1944.

En fait le PC Albanais s'est constitué en 1941, par le regroupement de différents petits groupes sous la tutelle du PC yougoslave et de Tito. Il avait alors 200 membres et se lançait alors dans la résistance et les maquis contre l'occupation italienne puis allemande. En 1943, il était fort de 700 membres mais surtout de 20 000 hommes armés, sous le commandement de Mehmet Shehu qui fut le stratège du mouvement de résistance. C'est alors qu'il entama la lutte pour le pouvoir contre les autres maquis royalistes, nationalistes ou de bandits montagnards rebelles à son autorité, tandis que la brouille commençait avec Tito qui entendait mettre la main sur le Kosovo, peuplé majoritairement d'Albanais, pour constituer sa grande Serbie, à défaut de mettre la main sur la totalité du pays comme le proposeront les Alliés à la fin de la guerre. Mais Hoxha à ce moment-là, tenait militairement le pays libéré des armées étrangères sans même l'aide directe de l'armée rouge.

Hoxha sera d'autant plus fidèle à Staline que celui-ci rompra avec Tito. Puis la rupture de la Chine avec l'URSS donnera à Hoxha l'occasion de se choisir en Mao un protecteur d'autant plus appréciable, par rapport à Khrouchtchev, qu'il était plus lointain de l'Albanie, et surtout que le chef du Kremlin s'était réconcilié avec Tito ! Finalement, Hoxha rompra aussi avec la Chine en 1977, pour fermer le pays à toute influence étrangère, le cantonner à l'autarcie la plus complète.

La seule boussole du régime de Tirana a été le nationalisme, qui l'a amené à un isolement à peu près total. Le niveau de vie ne dépassait pas celui de l'Egypte et, malgré les tentatives d'industrialisation et les projets grandioses patronnés par les Russes ou les Chinois, il est resté très bas. Des réfugiés se plaignent du manque de nourriture. Le revenu ne serait que de 6 F par jour.

Comme bien des pays sous-développés, l'Albanie connaît aussi des problèmes nationaux. Les minorités grecque, tsigane y sont réprimées. Et surtout près de la moitié des Albanais vivent en Yougoslavie, au Kosovo, en Macédoine, ainsi qu'à Belgrade et Zagreb.

V. G.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995